

## // le dossier juridique

# Stagiaires : montant des cotisations dues pour 2019

Les cotisations de sécurité sociale dues pour l'emploi de stagiaires en entreprise, d'élèves et étudiants de certains établissements d'enseignement, et de stagiaires de la formation professionnelle continue, sont calculées sur des bases forfaitaires. Nous présentons ci-après les bases applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, ainsi que le montant des cotisations restant dues.

## 1 Stagiaires en entreprise

Les élèves et étudiants effectuant un stage en entreprise dans le cadre de leur cursus pédagogique doivent percevoir une **gratification** pour tout **stage** d'une **durée supérieure à deux mois** consécutifs ou deux mois, consécutifs ou non, au cours de la même période scolaire ou universitaire (C. éduc., art. L. 124-6).

**À NOTER** La durée du stage déterminant l'obligation de verser une gratification au stagiaire est décomptée en fonction de la durée de présence de l'intéressé(e). Pour l'établir, il est prévu que sept heures, consécutives ou non, équivalent à un jour, et que 22 jours, consécutifs ou non, équivalent à un mois (C. éduc., art. D. 124-6). La gratification est due dès lors que le stage a une durée dépassant 44 jours (sur la base de sept heures par jour) ou 308 heures.

### MONTANT MINIMAL DE LA GRATIFICATION

À défaut de convention de branche ou d'accord professionnel étendu fixant un montant plus favorable, la gratification est égale à **15 %** du **plafond horaire** de la sécurité sociale (25 € en 2019), soit **3,75 € par heure** de stage en 2019. Le calcul de la gratification versée au stagiaire s'effectue sur la base des **heures réellement effectuées** (C. éduc., art. D. 124-8).

Pour verser cette gratification, l'organisme d'accueil dispose de deux options :  
– le versement d'une gratification mensuelle correspondant aux **heures effectuées dans le mois** (option 1) ;

– le versement d'une gratification mensuelle **lissée** calculée sur la **totalité** de la **durée** du stage (option 2).

*Exemple : un étudiant effectue 124 heures en mai, 137 heures en juin et 149 heures en juillet (soit 410 heures entre le 1<sup>er</sup> mai et le 31 juillet 2019). Il doit percevoir une gratification totale minimale de 1 537,50 € (410 heures x 3,75 €). Si l'employeur opte pour l'option 1, il devra verser au stagiaire :*

- 465 € en mai (124 heures x 3,75 €) ;
- 513,75 € en juin (137 heures x 3,75 €) ;
- 558,75 € en juillet (149 heures x 3,75 €).

*Si l'employeur opte pour l'option 2, le stagiaire recevra 512,50 € par mois (1 537,50 € ÷ 3).*

**À NOTER** En application de la loi du 10 juillet 2014, les gratifications perçues par les stagiaires sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite du montant annuel du Smic (CGI, art. 81 bis). Selon l'administration fiscale, la limite d'exonération des gratifications versées aux stagiaires n'est pas proratisée en fonction de la durée du stage dans l'année (Instr. fiscale du 17 février 2017 BOI-RSA-CHAMP-20-30-10-10-20170217).

### SEUIL DE LA FRANCHISE DE COTISATIONS

La **gratification** versée au stagiaire (obligatoire ou facultative) est **exonérée** de **cotisations** et contributions sociales (à l'exclusion de celles dues au titre des accidents du travail et maladies professionnelles, v. ci-après), dès lors que son montant ne dépasse pas, au titre d'un **mois civil**, le nombre d'heures de stage effectuées au cours du mois considéré multiplié par **15 %** du **plafond horaire** de la **sécurité sociale**, soit 3,75 € en 2019 (CSS, art. L. 242-4-1 et D. 242-2-1). Lorsque la **gratification** est **supérieure** à ce montant, seule la **fraction**

À CLASSER SOUS

SÉCURITÉ SOCIALE  
COTISATIONS

04 / 19

## VPLR AU TITRE DES STAGES EN ENTREPRISE

Depuis le 15 mars 2015, les périodes de stage en entreprise supérieures à deux mois et ayant donné lieu à gratification peuvent être prises en compte par le régime général au titre de l'assurance vieillesse, sous réserve du versement de cotisations. **Deux trimestres maximum** peuvent être ainsi rachetés par les stagiaires (CSS, art. D. 351-16). Le montant du versement est égal, pour chaque trimestre, à 12 % de la valeur mensuelle du plafond de la sécurité sociale en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la demande a été déposée, soit, en 2019 : à **405 €** pour **un trimestre** et à **810 €** pour **deux trimestres**.

dépassant ce seuil est soumise à cotisations de sécurité sociale (part patronale et part salariale), ainsi qu'à CSG, CRDS, cotisations solidarité-autonomie, Fnal et versement transport.

À titre d'exemple, si l'organisme d'accueil verse une gratification de 1 740 €, alors que la gratification totale minimale due au stagiaire est égale à 1 537,50 €, les cotisations et contributions patronales de sécurité sociale seront calculées sur une assiette de 202,50 € (1 740 € - 1 537,50 €).

La part dépassant le seuil de la franchise ne bénéficie pas du taux réduit de cotisations d'allocations familiales.

À NOTER Le stagiaire n'étant pas un salarié, aucune contribution n'est due au titre de l'assurance chômage (Dir. Unédic n° 93-30 du 29 juin 1993), de la retraite complémentaire (Lettre-circ. Arrco n° 96-15 du 14 février 1996), de la contribution au dialogue social (Circ. Acoss du 2 juillet 2015), ainsi que de l'AGS (urssaf.fr).

## COTISATION AT-MP

Tous les stagiaires bénéficient d'une protection contre le risque accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) et sont rattachés, à ce titre, au régime général de la sécurité sociale.

En fonction de l'existence et du montant de la gratification versée, l'affiliation, la déclaration de l'accident et le paiement de la cotisation AT-MP incombent à l'établissement d'enseignement ou à l'entreprise d'accueil.

### ■ Absence de gratification ou gratification ne dépassant pas le seuil de la franchise

Dans ce cas, c'est à l'établissement d'enseignement signataire de la convention qu'incombent l'affiliation, la déclaration de l'accident (sauf s'il survient par le fait ou à l'occasion du stage) et le paiement de la cotisation AT-MP.

La base de calcul de la cotisation est le salaire minimum des **rentes accidents du travail** en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année (soit **18 520 €** pour l'année scolaire 2018-2019).

Les taux applicables en 2019 sont fixés comme suit (Arr. du 26 décembre 2018, JO 28 décembre, NOR: SSAS1830839A) :  
– **0,0200 %** pour les étudiants ou élèves des établissements d'enseignement technique, visés à l'article L. 412-8 (2°, a) du Code de la Sécurité sociale (n° du risque 80.2 CA) ;  
– **0,0026 %** pour les élèves des établissements d'enseignement secondaire ou des établissements d'enseignement spécialisé et les étudiants autres que ceux mentionnés ci-dessus, visés à l'article L. 412-8 (2°, b) du même code (n° du risque 80.2 AA).

En conséquence, pour l'année scolaire 2018-2019, la cotisation s'élève, par bénéficiaire (après arrondi à l'euro le plus proche), à :

- **3,70 €** pour les étudiants ou élèves des établissements d'enseignement technique ;
- **0,48 €** pour les élèves des établissements d'enseignement secondaire ou spécialisé.

À NOTER Le versement doit être effectué dans les 15 premiers jours du mois de mars pour l'année scolaire ou universitaire ayant commencé en septembre, accompagné d'un bordereau indiquant le montant total et le montant unitaire de la cotisation et le nombre d'élèves ou étudiants.

### ■ Gratification dépassant le seuil de la franchise

Lorsque la gratification est supérieure à la franchise, le paiement de la cotisation AT-MP est assuré par l'entreprise d'accueil.

La cotisation est alors assise sur la fraction excédant la franchise et calculée au **taux habituel** de l'entreprise.

## 2 Stagiaires de la formation continue

Les cotisations salariales et patronales dues pour les stagiaires de la formation professionnelle continue non rémunérés ou rémunérés par l'État sont fixées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application à une assiette horaire forfaitaire des **taux de droit commun** du régime général de la sécurité sociale.

À NOTER Les stagiaires de la formation professionnelle rémunérés par l'État ou les régions sont exonérés de la CSG et de la CRDS.

## ASSIETTE FORFAITAIRE

L'assiette forfaitaire est revalorisée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction de la variation du plafond des cotisations de la sécurité sociale. Compte tenu de cette évolution, l'assiette horaire a été portée au **1<sup>er</sup> janvier 2019** de **1,68 €** à **1,71 €**.

## MONTANT HORAIRE DE LA COTISATION

À cette assiette forfaitaire sont appliqués les taux de droit commun, soit actuellement : 13,30 % + 17,75 % + 5,25 % + 2,22 % = **38,52 %**.

Le montant horaire de la cotisation au **1<sup>er</sup> janvier 2019** atteint ainsi un total de **0,66 €**, qui est réparti comme suit :

- assurance maladie, maternité, invalidité, décès, y compris la CSA (taux 13,30 %) : **0,23 €** ;
- assurance vieillesse (taux de 17,75 %) : **0,30 €** ;
- prestations familiales (taux de 5,25 %) : **0,09 €** ;
- accidents du travail (taux AT de 2,32 % fixé pour le risque 85.3 HA) : **0,04 €**.

À ces cotisations s'ajoute, en **Alsace-Moselle**, la cotisation supplémentaire maladie de 1,50 %, soit une cotisation supplémentaire de **0,02 €** par heure.

Les cotisations sont dues pour **chaque heure de stage** et pour les périodes de congés payés et les absences ayant donné lieu au maintien intégral du salaire, sans imputation sur le montant de l'indemnité compensatrice de congés payés (Arr. 24 janvier 1980 modifié, art. 3).

SOURCES// • Site Urssaf • Circ CNAV n° 2019-5 du 15 janvier 2019